

notre gouvernement prendra ces mesures. Cependant, vous vous souviendrez sans doute que, vers 1963 ou 1964, j'ai soulevé toute cette question des bateaux-usines russes dans un discours sur un bill relatif aux pêches. A ce moment-là, le ministre avait déclaré que nous ne devrions vraiment éprouver aucune crainte et que les bateaux-usines ne seraient jamais pratiques, qu'ils ne posaient aucune menace. Ce n'est que récemment, après sept ans, que nous avons découvert que la flotte de pêche russe offrait peut-être une certaine menace. J'ai des lettres de ministres et du premier ministre en réponse à l'article que je leur avais adressé; ils y signalaient que le Canada était vraiment promis à un brillant avenir et que les craintes étaient en réalité sans fondement. Dès lors, j'ai l'impression que le gouvernement ne montrera pas le courage et l'initiative nécessaire; à mon avis, nous passerons prudemment de panique en panique. Pour être réaliste, je dirai que nos chances de survie sont bien meilleures si nous nous allions économiquement aux États-Unis.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): A propos de la présente mesure, que j'approuve en général, ce qui est une extension de la législation déjà en vigueur, je voudrais dire que son principal effet sera d'augmenter le capital de la Société pour l'expansion des exportations afin de renforcer la situation commerciale du Canada. En ce qui concerne les détails de la mesure, j'attendrai qu'elle parvienne au comité des finances, du commerce et des questions économiques, où je suppose qu'elle sera examinée plus minutieusement.

Je devrais profiter de l'occasion pour commenter la mesure et la situation du Canada par rapport au reste du monde. Malgré la fiction libérale selon laquelle le Canada est un pays à bas tarifs, en réalité c'est l'un des pays du monde dont les tarifs sont les plus élevés, et en dépit de la chanson sur la chemise que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) nous a chantée juste avant Noël, nous sommes aussi habiles que notre voisin du Sud pour établir des contingents et autres formalités pour empêcher l'entrée au Canada des choses dites indésirables comme les chemises. Même si nous préconisons tous le libre-échange, cette politique reçoit très peu d'appui lorsque nos producteurs sont menacés par l'entrée de certains produits fabriqués par un individu lointain et vague.

Il faudra un jour ou l'autre en venir à l'application d'une politique entièrement nouvelle des textiles, après quoi les quotas et surtaxes sur des articles comme les chemises seront sans doute inutiles, même si l'industrie prétend être à l'avant-garde du progrès technologique dans le monde entier. D'aucuns s'inquiéteront, bien entendu, des industries de l'électronique, des produits chimiques, de la fabrication de meubles et de la chaussure comme de toutes celles dont l'existence dépend du régime tarifaire.

Toute proportion gardée, notre pays dépend plus du commerce que n'importe quel autre pays du monde occidental. Le commerce canadien atteint un chiffre considérable par suite de l'exportation des matières premières extraites au pays. Les produits miniers représentent, paraît-il, environ 20 p. 100 de la valeur totale des exportations du pays. L'industrie minière ressentira plus que n'importe quelle autre les répercussions du Livre blanc sur les réformes fiscales si on y donne suite, et ces réformes auront, sur l'exploration et l'exploitation minières,

des effets nuisibles qui ne se feront sentir que dans les années à venir. Il est évident que dans l'industrie minière, plus que dans toute autre, les taxes sont une sorte de dépense, et à mesure qu'elles augmentent, l'exploration et l'exploitation minières diminuent. Il se fera de moins en moins d'extraction de minerai de qualité inférieure. Nous devons même parfois subventionner l'exploitation minière en recourant à la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or.

La pâte et le papier et nos produits du bois représentent également 20 p. 100 de nos exportations. Notre marché de ce côté est considérablement réduit; les effets de la grève en Colombie-Britannique ne se feront pas sentir dans l'immédiat. Les États-Unis, l'un de nos plus grands débouchés, ont accru considérablement leurs plantations de bois de charpente, ce qui tend à réduire nos exportations. En ce qui concerne l'agriculture, notre grande industrie des céréales de l'Ouest—la seule dont les exportations aient quelque importance—passe par une période difficile. Les prévisions selon lesquelles nous exporterions 700 millions de boisseaux de grain au cours de la prochaine campagne agricole ont perdu de leur réalisme au cours du congé de Noël à l'annonce que l'URSS avait engrangé une récolte excellente et que ce pays n'achèterait pas le reste des 53 millions de boisseaux de blé canadien pour lesquels il avait passé contrat. Ainsi on n'exportera cette année que 350 ou 375 millions de boisseaux de blé au lieu des 500 millions prévus.

Quand on considère que, sur ce chiffre, près de 100 millions de boisseaux sont offerts aux pays en voie de développement comme aide au moyen de prêts à faibles intérêts, etc., ventes qui ne se reproduiront peut-être pas, il est évident que nos exportations de grains sont incertaines. Les belles perspectives évoquées par le ministre chargé de la Commission du blé sont quelque peu assombries par de récents événements et les fermiers de l'Ouest se trouveront encore plus à court de liquidités qu'on ne leur avait donné à entendre.

Ceux qui reconnaissent que le Canada doit conserver un commerce international étendu s'inquiètent de plus en plus de l'essor du nationalisme canadien. Cette question fut illustrée par une déclaration du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene), quand il prêcha le nationalisme canadien à Denver et provoqua cette remarque du sous-secrétaire d'État des États-Unis, M. Hollis M. Dole:

Avec des amis comme le Canada, qui a besoin d'ennemis... la position qu'il a adoptée m'attriste, car un nationalisme exacerbé tel que le préconise M. Greene peut constituer une arme à double tranchant.

• (4.50 p.m.)

La conversation de M. Greene en route pour Denver traduit un climat qui règne déjà. Le nationalisme canadien semble se concentrer surtout à Toronto et ses deux principaux guides sont Walter Gordon et Melville Watkins. Au fond, la simple logique veut que Toronto, de même que Montréal, demeure la plaque tournante du nationalisme canadien car ces agglomérations ont tout à gagner à un nationalisme puissant. Ce sont elles qui, dans un pays fortement centralisé, nationalisé, amasseraient les fruits récoltés de par notre vaste pays dans les coffres des sociétés et des habitants de ces métropoles.

Il semble que les nationalistes canadiens se fassent une idée curieuse de l'accord sur l'automobile. Ayant eu à son actif 25 p. 100 de nos exportations l'an dernier, il consti-